

# ACTION URGENTE

## MEXIQUE. DES PUBLICATIONS SUR FACEBOOK PASSIBLES DE TRENTE ANS DE PRISON

**Deux Mexicains ont été placés en détention et inculpés de terrorisme et sabotage après avoir été accusés de publier des messages sur Twitter et Facebook. Ils sont actuellement jugés et n'ont pas le droit à un procès équitable. S'ils sont reconnus coupables, ils risquent une peine de trente ans d'emprisonnement.**

Le 26 août, María de Jesús Bravo Pagola (aussi appelée Maruchi), une journaliste locale, et Gilberto Martínez Vera, enseignant, ont été interpellés à leurs domiciles respectifs par la police judiciaire dans la ville de Veracruz, sur la côte est du Mexique. Selon les autorités de l'État, ces deux personnes ont été retrouvées et arrêtées après qu'une rumeur concernant des bandes criminelles attaquant des écoles locales a circulé sur des réseaux sociaux le 25 août. Des dizaines de parents ont alors retiré leurs enfants de l'école et plusieurs établissements scolaires ont fermé temporairement. Le gouvernement mexicain a imputé la panique à la circulation rapide de fausses informations et accusé María de Jesús Bravo et Gilberto Martínez Vera d'avoir publié cette histoire sur Twitter et Facebook ; ceux-ci ont été placés en détention et inculpés de terrorisme et sabotage aux termes du Code pénal de l'État de Veracruz.

Ils ont été transférés vers Xalapa, la capitale de l'État, où ils ont été détenus au secret pendant plus de 60 heures. Pendant l'interrogatoire, on a fortement fait pression sur eux pour qu'ils admettent devant le procureur avoir fait circuler de fausses informations, mais ils n'ont pas été autorisés à contacter leurs avocats. Dans les déclarations qu'ils ont par la suite faites devant le juge, ils ont dénoncé les mauvais traitements et la coercition dont ils ont été victimes, et affirmé être totalement innocents. Il n'existe apparemment aucun élément indiquant que María de Jesús Bravo et Gilberto Martínez Vera étaient impliqués dans des actes équivalant à du terrorisme ou du sabotage, ou complices de tels actes ; néanmoins, le 31 août, le juge a conclu qu'il y avait assez de preuves pour qu'un procès ait lieu et les a renvoyés en détention.

Les violences ont augmenté au cours des derniers mois à Veracruz tandis que différents trafiquants de drogue se battent pour avoir le contrôle de la ville. Cette insécurité engendre un contexte de méfiance dans lequel des rumeurs circulent sur les réseaux sociaux, les gens essayant de se protéger, car aucune information fiable n'est disponible. Bien qu'il soit possible que les renseignements publiés sur Twitter et Facebook n'aient pas été vrais, Amnesty International craint que le placement en détention de María de Jesús Bravo et de Gilberto Martínez Vera et les poursuites engagées contre eux pour terrorisme et sabotage soient injustifiés et bafouent leurs droits à un procès équitable et à la liberté d'expression. L'organisation pense qu'il est de la responsabilité des autorités de diffuser des informations correctes et fiables sur les mesures qu'elles prennent pour protéger la population.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :**

- faites part de votre inquiétude quant au placement en détention de María de Jesús Bravo et de Gilberto Martínez Vera, et aux poursuites engagées contre eux à Veracruz pour terrorisme et sabotage à cause d'informations publiées le 25 août sur Twitter et Facebook ;
- demandez qu'une enquête immédiate et impartiale soit menée sur les allégations de mauvais traitements et de coercition dont ces deux personnes auraient été victimes pendant leur détention aux mains de la police judiciaire et des procureurs, ainsi que sur le fait qu'elles n'ont apparemment pas pu contacter les avocats de leur choix ;
- appelez au respect des droits à un procès équitable et à la liberté d'expression, et réclamez une étude minutieuse de la façon dont les autorités de l'État ont agi en ce qui concerne le placement en détention de ces deux personnes et les poursuites engagées contre eux.

**ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 12 OCTOBRE 2011 À :**

Gouverneur de l'État de Veracruz

Javier Duarte de Ochoa

Palacio de Gobierno

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



Av. Enriquez S/N, Col. Centro  
CP 91000, Xalapa  
Veracruz, Mexique

**Fax : +52 228 841 8818**

**Courriel :**

[javierduarte@veracruz.gob.mx](mailto:javierduarte@veracruz.gob.mx)

**Formule d'appel : *Estimado***

***Gobernador, / Monsieur le***

***Gouverneur,***

Procureur général de l'État de  
Veracruz

Reynaldo Gaudencio Escobar Pérez  
Procurador General de Justicia  
Circuito Rafael Guizar y Valencia No.  
707, Colonia Colombia Reserva  
Territoria, C.P. 91096 Xalapa  
Veracruz, Mexique

**Fax : +52 228 841 6184 (dire  
« fax »)**

**Courriel : [notaspgjiver@hotmail.com](mailto:notaspgjiver@hotmail.com)**

**Formule d'appel : *Estimado***

***Procurador, / Monsieur le Procureur  
général,***

**Copies à :**

Les avocats

Ordoñez, Ordoñez Y Telles **Courriel :**

[fidelguillermo65@yahoo.com.mx](mailto:fidelguillermo65@yahoo.com.mx)

**Veillez également envoyer des copies aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays (adresse/s à compléter) :**

nom(s) ; adresse(s) ; numéro de fax ; courriel ; formule d'appel

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

# ACTION URGENTE

## MEXIQUE. DES PUBLICATIONS SUR FACEBOOK PASSIBLES DE TRENTE ANS DE PRISON

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis 2007, la violence liée au crime organisé s'est intensifiée au Mexique. On dénombre plus de 40 000 homicides. Le gouvernement du président Calderón a envoyé plusieurs milliers de policiers fédéraux et 50 000 militaires dans les zones les plus touchées afin de lutter contre les cartels de la drogue. Des membres de la police et des forces de sécurité, ainsi que les autorités locales, sont fréquemment soupçonnés de corruption et de complicité avec des bandes criminelles, ce qui engendre un climat d'impunité et d'insécurité pour la population des quartiers concernés. Veracruz est témoin d'agressions de plus en plus nombreuses tandis que les différents cartels de la drogue se battent pour avoir le contrôle. À travers le Mexique, la violence provoque la mort de dizaines de citoyens qui n'ont rien à voir avec cette situation ; des passants sont tués sans discrimination. Les bandes criminelles visent de plus en plus les journalistes, ce qui a pour effet de restreindre la couverture médiatique d'événements criminels ou liés à la sécurité ; de plus, de nombreuses autorités manquent de fournir des informations fiables et opportunes sur les menaces relatives à la sécurité. Tout cela encourage une utilisation généralisée des réseaux sociaux pour alerter les gens d'attaques présumées et de dangers dans leur voisinage.

Noms : María de Jesús Bravo (f) et Gilberto Martínez Vera (m)

AU 262/11, AMR 41/052/2011, 31 août 2011